

Rassemblement la France

Lettre pour l'Indépendance et la Souveraineté de la France

www.r-i-f.org

N°39 – mars 2010

Directeur de publication : Alain Bournazel

Rédacteur en chef : Karim Ouchikh

ÉDITORIAL

A

La campagne des élections régionales en Ile-de-France

L'engagement du Rassemblement pour l'Indépendance de la France (RIF) aux côtés de DLR et du CNI pour les élections régionales a créé une surprise, y compris dans les rangs de notre mouvement. Il est vrai qu'après la dispersion regrettable des forces souverainistes lors des élections européennes, beaucoup d'entre nous ne croyaient guère à une possible alliance.

Brusquement la donne a changé : le président de Debout La République (DLR), Nicolas Dupont-Aignan, a officiellement sollicité le RIF pour être partie prenante à cette campagne, dans le cadre d'un partenariat. Karim Ouchikh et moi-même étions aux côtés de notre président Paul-Marie Coûteaux lorsque cette proposition fut confirmée.

L'Union des patriotes constitue la pierre angulaire de la stratégie du RIF. Elle figure d'ailleurs dans nos statuts parmi les premiers principes de notre action. Il convient ensuite de souligner que le RIF est constitué sous forme d'un parti politique, ce qui n'est pas le cas de beaucoup de mouvements qui se réclament de la souveraineté nationale. Ce statut nous impose de lourdes contraintes de gestion. En contrepartie, il nous permet de nous engager dans les campagnes électorales. Nous avons l'intention d'être de plus en plus présents à l'avenir et notamment pour les prochaines législatives.

Nous nous engageons dans la campagne des élections régionales avec détermination, tout en gardant notre identité, nos références, nos valeurs. Des réunions seront d'ailleurs organisées dans tous les départements de l'Ile-de-France sous l'égide du RIF, au cours desquelles je viendrai notamment présenter les objectifs du RIF et les raisons de notre engagement.

Chers amis, vous avez, je crois, parfaitement conscience que le RIF s'impose désormais comme un élément incontournable dans l'édification de ce grand rassemblement pour l'indépendance et la souveraineté de la France.

Nous avons besoin de vous pour bâtir un avenir qui soit digne du génie de la France. Merci d'avance pour votre précieux concours.

Alain BOURNAZEL

Secrétaire général du Rassemblement pour l'Indépendance de la France (RIF)

Camouflet du prés de t des Etats-U s

O v e t d'appre dre que le prés de t Obama 'ass stera pas au sommet U E E U prévu pour ma e Espa e Cette dé s o est off elleme t mot vée par so sou a t de se o sa rer au quest o s tér eures De fa t l e veut pas perdre so temps ave ette Europe-l qu 'est pas u parte a re ma eur urtout l s'av re que le tra té de L sbo e ' o ore pas u e de ses pr pales promesses l'Europe e s'e pr me tou ours pas d'u e seule vo ma s da s u ur d sso a t le prés de t perma e t du Co se l europée la super-m stre europée e des ffa res étra res Ae parv e e t parler au om de l'Europe La dé s o de ara Obama est tout fa t ompré e s ble L'Europe 'est pas auss mporta te au eu de as to qu'elle pe se l' tre L'U E pourra t fa re u e dé ouverte e ore plus douloureuse s' ma er qu'elle parle d'u e seule vo et que perso e e l'é oute Le fa t est que lorsque l'U E réuss t parler d'u e seule vo 'est pour e r e d re

L'Europe s mpl fée de L sbo e se r d ul se

Il a é aleme t eu qu voula t b e fa re se pre e t les p eds da s le m lle-feu lles st tut o el de L sbo e s le prés de t de o ol e e tour ée d plomat que ru elles a mo tré que la profus o de prés de ts da s les st tut o s europée es ava t de quo do er le tour s e reme e le prés de t du Co se l europée a d t Elbe dor l' ssue d'u e re o tre ave le prés de t de la Comm sso europée e osé a uel arroso 'aper eva t rap deme t de sa mépr se la orr é e reme a t le prés de t des omm ssa res e v e s d' tre re u par le prés de t du Co se l europée 'a été re u er par le prés de t du arleme t europée et apr s ette réu o e va s re o trer le prés de t du Co se l europée eu 'a été re u par le prés de t des omm ssa res a-t-l dé laré Tro s prés de ts qu ve lle t alouseme t leurs préro at ves respe t ves de préfére e pour e po t s'e serv r so t la t te des tro s pr pales st tut o s europée es es tro s prés de As s'a oute t le ef du ouver eme t espa ol osé Lu s apatero qu assure la prés de e semestr elle de l'U E et elle de la v e-prés de te de la Comm sso et aute représe ta te de l'U E pour les ffa res étra res Ala r ta que Cat er e s to Cette or a Asat o a été voulue par le tra té de L sbo e pour s mpl f er le fo t o eme t de l'Europe Défe se de r re

La r se re que tr ple s mpt me

Ceu qu depu s le début des a ées o t me é le ombat o tre la supra at o al té d te europée e et so re to leuro o t ertes pas rou r e qu ls o ta o é d t et répété est au ourd u avéré Tout des é e s de l'U E est sur la pla e publ que ur le deva t de la s e depu s plus eurs mo s la r e est u tr ple s mpt me de la soum sso de l'Europe du ud l'Europe du ord du marasme é éral de ~~1.000~~ euro du défaut de sol dar té europée e elle se eurte la lettre des tra tés qu terd t tout membre de se porter au se ours des f a es publ ques du autre membre La dérél t o europée e est telle que e bout de ourse le der er se ours de la r e pourra t b e ve r de la C e

IEC la o fa e fo d plus v te que les la ers

Le IEC o se l mo d al pour le l mat a re o u avo r prése té plus eurs prév s o s erro ées sur les a eme ts l mat ques Cela a omme é l'autom e der er lorsqu'o a révélé que les températures mo d ales 'ava e t pas au me té d'u e t me de de ré au ours des d der res a ées Ce résultat a été éabl par leurs o fr res l matolo ues ma s l a été mal a ue ll par les spé al stes du IEC O retrouve des erreurs u e stru ture qu les re d poss bles s elle e les provoque pas u d r ea t soup o é de s' tre serv de es erreurs pour obte r des fo ds de re er e Or le prés de t du IEC e so e m me pas dém sso er

« Bitte, einsteigen ! »

**En voiture, s'il vous plaît ! (Et pas en anglais !)
(NDLR : La Deutsche Bundesbahn serait-elle en avance sur la S.N.C.F. ?)**

Dépêche de l'AFP du 16 février 2010 : la compagnie allemande des chemins de fer a annoncé vouloir renoncer aux anglicismes (« hotline » pour renseignements téléphoniques ; « flyer » pour brochure ; « counter » pour guichet) qui émaillent ses annonces et publicités, en réponse aux critiques d'usagers et de députés.

Nos luttes associatives françaises, et certains de nos succès (article 2 de la Constitution, loi Toubon, Aéroports de Lyon ...) ont souvent été invoqués comme des modèles à suivre chez eux par nos correspondants allemands du Verein Deutsche Sprache.

Bientôt nous invoquerons les leurs. Ne nous gênons surtout pas !

ambassadeur Albert SALON

L'Union européenne passe aux aveux !

La Banque Centrale Européenne a publié, le 19 janvier 2010, une note qui analyse les conséquences d'une rupture d'un Etat membre avec la monnaie unique

Aujourd'hui divulgué, ce texte est important à un double titre.

Il confirme d'abord la fragilité de l'euro.

De la Grèce au Portugal, de l'Irlande à l'Espagne, en passant par l'Italie, plusieurs pays de la zone euro sont aujourd'hui frappés par des crises budgétaires sans précédents.

Aucun ne parvient à enrayer un endettement public qui explose à la faveur d'une crise économique et financière inédite.

De ce constat objectif, se vérifie la certitude que l'euro ne parvient pas, structurellement, à protéger nos pays de la récession planétaire.

Véritable espace où domine une croissance économique qui demeure la plus faible au monde depuis quinze ans, la zone euro sanctuarise un modèle économique impérial qui confisque aux Etats l'usage de l'arme monétaire.

Contraints d'observer, dans la conduite de leurs politiques économiques, une impossible « moyenne européenne », ces Etats se trouvent incapables d'agir face à une crise qui provoque partout l'explosion du chômage et l'accroissement des dettes publiques.

Il dévoile ensuite le vrai visage de l'Union européenne

Ne pouvant compter sur une « solidarité européenne », de plus en plus illusoire, ni espérer que leur soit réservé « un traitement spécial », certains Etats sont alors tentés de retrouver leur liberté monétaire.

Anticipant dès lors le risque, alors probable, d'une dislocation de la zone euro, la Banque Centrale de Francfort se fait menaçante : la sortie de la zone euro conduirait pour les Etats concernés, ni plus ni moins, qu'à leur expulsion immédiate de l'Union européenne...

Sur cette incroyable prétention, la Banque européenne ne s'embarrasse pas de faux-semblants car, selon nos

C'est bien cette « limitation permanente du droit des Etats » qui restreint définitivement les droits des Nations et au premier rang de ceux-ci, la souveraineté économique et financière.

Le message est clair : pour demeurer au sein de la zone euro, les Etats membres doivent se soumettre, sans états d'âmes, en réduisant massivement leurs dépenses publiques.

De la baisse du niveau de l'emploi comme de la dégradation du climat social, aucune considération ne saurait entraver l'idéologie libre-échangiste qui est au cœur de l'action de la BCE.

L'Union européenne est ainsi démasquée.

Intransigeante à l'égard des Etats qui seraient tentés par une dissidence économique et monétaire, elle avoue au fond la logique totalitaire qui œuvre, de plus en plus ouvertement, à son organisation centralisée et autoritaire.

Karim OUCHIKH

Réforme territoriale : la fronde des petites communes

Le collectif « Touche pas à ma commune » fédère depuis quelques jours la fronde des maires de France, qui sont, on le rappelle, les élus les plus populaires. Face au projet de loi de réforme des collectivités territoriales actuellement en discussion au Parlement, un collectif d'élus, anciens élus et citoyens attachés à l'institution communale propose aux maires de France de se joindre à une pétition nationale tendant à retirer du projet de loi les nombreuses dispositions dont le but inavoué est de faire disparaître la commune.

« Derrière ces dispositions se profile la volonté d'en finir avec l'institution communale telle que nous l'avons toujours connue, nos petites communes ne devant plus être que des lieux-dits » affirme Roland Hureaux, qui préside le collectif « Touche pas à ma commune ».

« Cette volonté, est-il précisé dans la lettre du collectif, procède d'une idée fautive, cultivée depuis longtemps par la technocratie française, de droite et de gauche : l'abolition de la commune ».

Les Français et l'euro, selon Le Figaro

69% des Français éprouvent une grande nostalgie pour le franc (*)

L'euro est-il un bouc émissaire en ces temps de crise ? Près de 69% des Français disent regretter le franc, selon un sondage Ifop pour Paris Match publié ce mardi. Surtout, 47% des personnes interrogées disent le regretter « beaucoup », 22% le regrettent « un peu » et 31% « pas du tout ». La nostalgie n'a jamais été aussi forte depuis l'introduction de l'euro, le 1er janvier 2009. En février 2002, seuls 39% regrettaient le franc, et en juin 2005, 61%, selon les sondages Ifop.

S'il existe un clivage homme-femme, ces dernières étant plus nombreuses à regretter la monnaie nationale, le regret du franc évolue en fonction du niveau d'étude. Le regret du franc est plus présent chez les sans diplômes (81%) que chez les titulaires d'un diplôme du supérieur (37%), de même que chez les non-bacheliers (78%) que chez les bac +2 (49%).

« Les catégories populaires essuient en première ligne les difficultés économiques, le chômage très présent... bref, l'angoisse sociale est très forte, ce qui explique en partie ce rejet de l'euro », selon Frédéric Daby, co-auteur de l'étude. Mais attention, « il ne s'agit pas vraiment d'un rejet de l'euro, plutôt de la nostalgie d'un âge d'or », précise Frédéric Daby. « La fin des années 90 a été marquée par une forte croissance que l'on a pas connu depuis. »

L'euro porte également toujours son péché originel, à savoir les soupçons de hausse des prix consécutive à l'introduction de la monnaie unique dans les commerces. « L'euro joue le rôle d'un marqueur du début de la dégradation de la situation des Français », relève le sondeur. Les Français ne rejettent toutefois pas complètement la monnaie unique et « sont plutôt satisfait de son rôle protecteur au niveau macroéconomique », nuance-t-il. Toujours est-il que les Français devront dire adieu définitivement au franc le 17 février prochain, date limite pour échanger ses derniers billets à la Banque de France.

Guillaume GUICHARD

(*) sondage Ifop pour Paris Match

(Publié dans Le Figaro, du 16 février 2010)

CHRONIQUE CULTURELLE

Après eux, le déluge ! (*)

Il m'est souvent arrivé d'imaginer que la France, un jour, pourrait ressembler à l'Egypte actuelle : un territoire vidé de ses bâtisseurs, simple réserve d'électeurs formatés pour le consumérisme, où subsisteraient quelques ruines grandioses, restes d'un passé effacé, presque mythique. Tragique destin d'un pays, qui par invasion perd sa langue, renie ses origines, oublie son histoire et laisse s'effriter les demeures et les temples élevés par des siècles de persévérance et de foi.

"Cassandre", direz-vous ?

Tous les poisons sécrétés par la décadence nous ont été versés depuis plus de quarante ans, et nous les avons bus docilement. Amenuisement, voire suppression des "humanités". Puis dédain de notre langue et de notre littérature. Refus des sources grecques, latines et chrétiennes de notre civilisation. Puis (tout récent) effacement programmé de notre histoire. Du passé, table rase !

Restait le passé tangible et visible : notre patrimoine. Négligé très souvent, abandonné parfois, on lui consentait, par un reste d'honneur et de mémoire, un modique budget : celui que les enfants parvenus mais ingrats sont obligés de verser à leurs parents pauvres. Assez pour que le "tourisme", mot détestable, apporte à l'Etat de quoi poursuivre ses gaspillages. Mauvais propriétaire, par l'imposition il ôtait à d'autres les moyens de maintenir l'héritage.

Or, l'Etat d'aujourd'hui est perdu de dettes. Ce que fait le mauvais père de famille, ou le mauvais entrepreneur, avant de se pendre, il s'y livre : il vend les meubles, puis les terres, puis les murs.

"Cassandre", le direz-vous encore ?

Hôtel Lambert, Hôtel de la Marine, renseignez vous. Exemples parisiens, parmi tant d'autres, comme en province où ils sont plus facilement passés sous silence, ils nous révèlent quel sort attend nos monuments historiques, ceux qu'on veut "confier" à des villes, elles aussi endettées, ou à des maires, si méritants pourtant, de communes de campagne en désertification. A défaut aux antiquaires, ici et ailleurs.

Quant à ceux qui ne remplissent pas les critères de rentabilité chers aux commissaires de Bruxelles, ceux-ci aviseront.

Mais, direz vous, c'est déjà grande pitié : manoirs démantelés, expatriés en pièces détachées, avoirs asséchés, chapelles mangées de ronces, cheminées effondrées ...

A la sortie du Fouquet's, à votre bon cœur, mesdames, messieurs ! Quelques sous pour ces braves gens qui, envers et contre tout, à mains nues, par la pluie, par le vent, par la canicule, s'acharneront à sauver ces témoins de pierre que nos ancêtres surent si bien nous léguer.

Françoise BUY-REBAUD

(*) Rejoignez le Cercle Hernani dans son combat pour la sauvegarde du patrimoine historique de la France. (<http://cerclehernani.over-blog.fr>)

